



14^{ème} audioconférence DG de rentrée

Concours de la DGDDI : aléas des contours...

I – Introduction

% 1°) Les chiffres : non communiqués (chiffres de la semaine dernière – pas de chiffre aujourd'hui car le jeudi est le jour de remontée vers la Direction générale).

Malades :

On a 22 nouveaux cas (contre 41 dans l'exercice précédent) et 111 agents à l'isolement (contre 127). La tendance baissière est donc confirmée sur la période (semaine 46).

Foyer :

À l'heure actuelle, seul un service (BSE Nice Aéroport) est identifié comme foyer épidémique (« cluster »).

Addendum :

Chiffres transmis le vendredi 04 décembre 2020, détaillés en pp 3-4.



2°) Problème aéroportuaire : quid du confinement des passagers positifs...

Les passagers peuvent être soumis à un contrôle antigénique (résultat en 15 mn). Quid si un passager est positif, par rapport au contrôle douanier ? Sachant que le secret médical ne permet pas d'exiger la communication du résultat du test...

SOLIDAIRES pose explicitement la question « Est-ce qu'il y a une obligation administrative contraignante de confinement ? » Silence gêné de nos interlocuteurs. Et à ce jour, nous n'avons pas de réponse à cette question ardue...



II – Annonces présidentielles & contrôles aux frontières

Doctrine générale

Suite aux annonces faites au Perthus (doublement des effectifs), il est précisé que les renforts seront constitués de réservistes, d'unités mobiles et de quelques agents de la Police aux Frontières (PAF) venant d'aéroports. La DGDDI n'est donc pas particulièrement mise à contribution. Ceci correspond à une certaine cohérence dans la mesure où le contrôle obéit à une logique d'ordre public.

Vacances d'hiver

En ce qui concerne les annonces sur les vacances au ski, les précisions sont les suivantes :

- Pour l'Espagne, les 2 points de passage frontaliers (PPF) tenus par la Douane vont être fermés au passage.
- Pour la Suisse : pas d'instruction à ce jour. Le dossier est entre les mains des préfets. A priori, une fermeture de frontières est peu probable.

SOLIDAIRES évoque le cas de certains pays pratiquant un confinement forcé de touristes (au moins d'une durée d'une semaine, par exemple en Grèce) dans des zones réservées (hôtels). SOLIDAIRES demandant si c'est le cas en France, la DG répond que c'est une « vraie question ».

Entreprises et indicateurs

S'agissant des contrôles en entreprise, et des contrôles tout court d'ailleurs, la DG indique que l'année est bien évidemment exceptionnelle et que les indicateurs seront surtout utilisés pour mesurer l'impact de la crise et non dans leur usage habituel. Il n'y a pas de pression aux résultats. C'est, à son sens, une question de bon sens (nous ne pouvons nous empêcher de rappeler que ce dernier n'est pas réparti de façon égale ...).

Pour SOLIDAIRES, il faudra être particulièrement prudent, notamment se rappeler que les agents seront confrontés à des publics économiques en difficulté grave. C'est une question d'image du service et de sécurité des agents.

On sait, par expérience depuis début mars, que certains dans l'encadrement sont parfois capables de quelques solides décon...des, ou pour être plus gentils, de ne pas savoir s'adapter à une situation d'exception. C'est, à notre sens, un point où il faudra être vigilants.



III – Points particuliers évoqués



1° Retrait de jours de congé annuel (CA) et RTT

Ainsi que relevé à la précédente audioconférence, le retrait de jours de CA et RTT n'a pas été notifié notamment dans l'encadrement Surveillance. La DG répond ne pas être en mesure de fournir à ce stade des statistiques en la matière. Néanmoins avec l'arrivée d'un patch informatique, des statistiques pourraient nous être transmises très prochainement (avec comparaison avec les personnels encadrés).

SOLIDAIRES réitère que si un traitement différencié est remarqué sur ce point, cela soulèvera une grande émotion parmi les collègues...



2° Télétravail (TT)

Rendu compte (« reporting »)

La DG reconnaît que le compte-rendu concernant le télé-travail ne doit pas être une demande quotidienne, mais hebdomadaire au maximum.

Un cas – DNRFP – avait été repéré par SOLIDAIRES, les choses seraient rentrées dans l'ordre. La remontée fait l'objet de remerciements de la DG, car permettant de clarifier la doctrine.

Prise en charge matérielle (équipements, frais, consommables, etc) :

En dehors des cas particuliers (handicap notamment), la porte est plutôt fermée à l'heure actuelle. Avec notre acharnement habituel et maladif, nous reviendrons sûrement à la charge dans le cadre du TT en mode normal.



3° Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

Outre les courriers envoyés directement par les agents, l'intersyndicale locale a adressé trois courriers à la Directrice générale (les 01/10, 13/10 et 24/11), sans obtenir de réponse officielle à ce jour.

La « haute » administration répond que le 23/10 une réponse a été transmise au courrier des agents du 13/10. *SOLIDAIRES en prend note mais s'en étonne car cette réponse est inconnue des agents.*

Addendum : courriel de réponse DG du 23/10 transmis aux OS le vendredi 04/12.



4° Formation/concours

Contrôle de connaissances des inspecteurs-élèves

Il sera effectué à Tourcoing (ENDT) pour les personnes qui peuvent. Pour les autres (4 ou 5 collègues par DI, sauf DINA qui en compte 9) : solution encore à l'étude, pour un contrôle qui aurait lieu en local.

Annulation d'épreuve orale de concours

(examen professionnel de C en B et concours CP)

Les doutes de nombreux collègues ont été relayés. La DG indique que le jury doit départager le même nombre de copies que le nombre de postes prévu et affiché. Elle ajoute qu'elle fait confiance aux jurys, mais qu'elle ne peut entrer pleinement dans les délibérations de ces derniers, car ils sont souverains... *SOLIDAIRES s'étonne qu'il faille jusqu'à plusieurs jours de délibération. Certes, il y a une souveraineté du jury qu'on ne remet pas en cause dans l'absolu. Mais il ne faut pas en avoir pour autant une interprétation extensive ! Il y a quand même une cohérence et une transparence dont l'administration, au sens global, est comptable.*

Pour dissiper les doutes de nos collègues quant à un « tripatouillage », SOLIDAIRES demande à ce des représentants des différentes organisations syndicales (OS) puisse être présents en qualité d'observateurs pour s'assurer de l'anonymisation des dossiers lors de leur examen par les jurys.

Concours C1

(retrait de 3 questions)

SOLIDAIRES demande pourquoi ce sont les 3 questions QC3, QC13 et QB12 qui ont été retirées du questionnaire des Opérations commerciales (OPCO), ainsi que les critères retenus.

Après relance, la « haute » administration répond ne pas être en mesure de répondre, puisque cette information n'est connue que du président du jury.

SOLIDAIRES rappelle que le jury fait partie d'un cadre administratif. C'est d'ailleurs pour cela qu'un rapport est rédigé, à destination notamment de la sous-direction Ressources / relations humaines (RH) de la DG. SOLIDAIRES demande la communication du rapport du jury aux OS.

La « haute » administration répond que les agents pourront saisir par écrit le président du jury, pour la demande de communication...

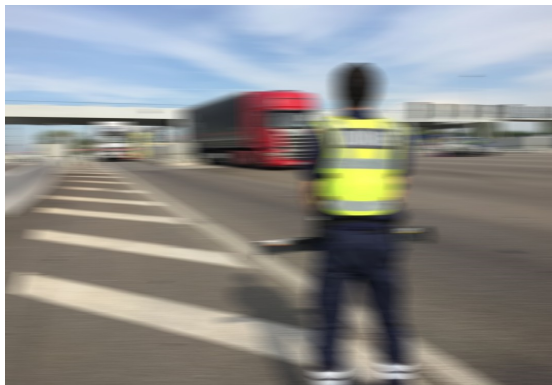
Bon courage à toutes et tous ! Prochain point : jeudi 10 décembre.



Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 03 décembre

Directions			Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours																													
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49	sem 48	sem 49
	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	36	43	4	3	40	46	15	21	3	3	18	24	19	16	0	0	19	16	0	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	
		DR Guyane	6	6	2	1	8	7	4	5	0	0	4	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
		DR Martinique & services DI	42	37	1	0	43	37	14	16	0	0	14	16	9	7	0	0	9	7	7	6	0	0	7	6	4	3	1	0	5	3
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	42	42	0	0	42	42	14	19	0	0	14	19	10	8	0	0	10	8	3	2	0	0	3	2	5	5	0	0	5	5
		DR Mayotte	8	10	0	0	8	10	4	6	0	0	4	6	4	3	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		DR Polynésie-Française (DRPF)	25	24	0	0	25	24	10	11	0	0	10	11	2	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	3	3
ultra-marines	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	438	435	38	41	476	476	149	171	8	18	157	189	102	85	4	5	106	90	55	45	7	5	62	50	37	31	5	4	42	35
		DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	219	219	8	8	227	227	56	57	3	3	59	60	44	44	1	1	45	45	30	30	0	0	30	30	39	41	1	1	40	42
		DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	244	243	23	13	267	256	64	76	9	6	73	82	63	70	4	1	67	71	44	42	0	1	44	43	29	17	1	0	30	17
		DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	325	310	23	17	348	327	97	103	6	8	103	111	63	61	1	3	64	64	43	35	2	2	45	37	37	38	6	4	43	42
		DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	342	302	42	37	384	339	99	115	9	10	108	125	84	78	7	5	91	83	66	57	3	4	69	61	45	46	10	4	55	50
		DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	454	425	17	16	471	441	130	135	4	6	134	141	101	90	1	2	102	92	62	58	0	1	62	59	79	71	4	2	83	73
		DI Normandie (ex DI Rouen)	332	353	15	19	347	372	118	112	3	9	121	121	91	92	8	5	99	97	44	37	3	3	47	40	29	28	0	0	29	28
		DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	428	418	32	32	460	450	124	121	5	5	129	126	61	52	4	4	65	56	47	55	3	5	50	60	126	115	7	6	133	121
		DI Occitanie (ex DI Montpellier)	291	284	14	11	305	295	86	87	2	1	88	88	74	67	0	1	74	68	63	48	1	0	64	48	33	25	1	1	34	26
		DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	411	410	43	40	454	450	105	107	17	13	122	120	95	111	4	5	99	116	73	78	8	7	81	85	58	39	5	6	63	45
DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	127	137	31	28	158	165	22	50	9	8	31	58	22	24	7	5	29	29	8	8	2	1	10	9	2	2	3	1	5	3		
	SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	137	138	0	0	137	138	13	13	0	0	13	13	22	22	0	0	22	22	4	4	0	0	4	4	98	99	0	0	98	99
		Direction générale (DG) dont SARC	585	565	0	0	585	565	101	114	0	0	101	114	116	114	0	0	116	114	122	123	0	0	122	123	173	124	0	0	173	124
		Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	44	43	83	86	127	129	14	17	21	43	35	60	11	6	10	16	21	22	1	6	8	7	9	13	6	4	0	0	6	4
		Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	205	199	4	4	209	203	68	77	0	0	68	77	82	72	2	2	84	74	6	3	0	0	6	3	9	8	1	1	10	9
		Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	190	265	10	161	200	426	18	23	3	0	21	23	27	99	1	154	28	253	20	32	0	1	20	33	113	94	0	0	113	94
		Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	162	164	0	0	162	164	15	18	0	0	15	18	23	23	0	0	23	23	45	36	0	0	45	36	67	72	0	0	67	72
		Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	33	22	188	154	221	176	13	11	57	49	70	60	5	3	44	34	49	37	2	0	22	5	24	5	2	0	7	5	9	5
		Unité information passagers (UIP)	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0	NC	0
Sous-total DGDDI communiqué			5128	5095	578	671	5706	5766	1353	1485	159	182	1512	1667	1131	1149	98	243	1229	1392	745	706	60	42	805	748	996	867	52	35	1048	902
	Directions (statistiques non communiquées)	Autres Service commun des laboratoires (SCL)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
		Tracfin	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
		Wallis-et-Futuna	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
		Sous-total autres directions	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Total DGDDI			5128	5095	578	671	5706	5766	1353	1485	159	182	1512	1667	1131	1149	98	243	1229	1392	745	706	60	42	805	748	996	867	52	35	1048	902

Concours de la DGDDI : alés des contours...



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS

tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : contact@solidaires-douanes.org